

Nous l'avons dit souvent : répandre le goût de la lecture dans notre population, est un des plus grands services qu'on peut lui rendre, une œuvre patriotique. Il y a partout des personnes qui doivent tenir à contribuer à cette œuvre nationale, qui y sont en quelque sorte obligés par leur position, nous comptons sur elles.

ÇA ET LÀ

Le prix des produits agricoles, des épiceries, du thé surtout, des cuirs et des peaux, a augmenté depuis quelque temps, mais le commerce de marchandises sèches est loin d'être bon, on croit que les temps froids le ramèneront.

* *

On lit dans une correspondance de M. Fabre à l'Événement :

Les Français, qui causent si bien, n'osent improviser, même un petit *speech*, que s'ils ont une grande habitude de la parole. C'est que cette langue française, correcte et sévère, ne se parle pas comme on veut. Nous nous gênons moins avec elle, mais c'est à son détriment et rarement à sa gloire.

* *

La *Gazette d'Ottawa* s'appellera *Le Canada* à l'avenir ; elle sera rédigée par M. Joseph Tassé, député de la capitale, et M. C.-D. Thériault, autrefois de *L'Opinion Publique*, en sera l'administrateur. Les propriétaires de ce journal ne pouvaient faire un meilleur choix. Nous souhaitons à M. Thériault tout le succès qu'il désire et mérite.

* *

Pour réfuter l'opinion exprimée dans la brochure de M. Dansereau, que la sanction d'un bill faite après l'ajournement de la Chambre est illégale, l'*Eclair* cite un cas où la même chose fut faite en Angleterre, et ajoute :

Lord Marchmont et lord Sandys, tous deux d'une haute expérience des usages parlementaires, répondirent que lorsque les deux Chambres avaient adopté un bill, il n'était au pouvoir de personne d'empêcher que le bill ne fût présenté au roi pour en recevoir sa sanction.

* *

L'étude sur les *Canadiens de l'Ouest* que nous livrons au public, aurait dû être publiée il y a longtemps. Il y a plus d'un an que ce travail intéressant nous a été envoyé, malheureusement nous l'avions perdu. L'ayant retrouvé, nous nous sommes hâtés de le publier sans même en parler à M. Poirier qui nous pardonnera, nous l'espérons, notre manière d'agir à son égard.

Le public nous saura gré, dans tous les cas, de lui livrer un travail si bien fait.

* *

En donnant les noms de ceux qui ont obtenu des prix à l'exposition d'Ottawa, plusieurs journaux de cette ville ont commis une erreur en publiant le nom d'un M. Killoth au lieu de M. F.-X. Ritchot de cette ville.

Ils ne sont pourtant pas trop nombreux les Canadiens-français qui ont figuré dans cette exposition, on devrait au moins écrire leurs noms de manière à ce qu'on puisse les reconnaître. Les voitures exposées par M. Ritchot ont été fort remarquées et il a obtenu trois prix.

* *

L'*Eclair* se plaint que les conservateurs, à Québec, ont toujours l'œil ouvert, l'oreille tendue, qu'ils ne laissent jamais passer une occasion de pousser leur parti, de s'emparer de tous les mouvements faits dans un but national, religieux et charitable. C'est la même chose à Montréal ; ce sont toujours les conservateurs qui prennent les devants dans ces occasions. Mais faut-il les accuser ou blâmer les libéraux de ne pas en faire autant ? Nous ne voulons pas dire que les libéraux feraient bien d'introduire la politique dans des mouvements ou des œuvres d'où elle devrait être bannie, mais nous ne craignons pas d'affirmer qu'ils ont tort de ne pas figurer comme ils devraient dans

certaines démonstrations religieuses et nationales, et qu'ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils en souffrent.

* *

Le *Courrier du Canada* dit qu'il se fait un mouvement industriel assez considérable dans toutes les parties de la Confédération, mais il regrette de ne pas le voir se produire dans la province de Québec. Il dit qu'on aura beau passer les lois qu'on voudra, modifier les tarifs, on n'en sera pas mieux si on reste les bras croisés au milieu de l'activité générale.

Naturellement, dit-il, si nous demeurons les bras croisés, paisiblement assis sur le seuil de nos demeures, et que, regardant en l'air, nous attendions la prospérité, la richesse, la fortune venir sans aller au devant d'elles, nous resterons longtemps dans la misère.

On ne tente rien, on n'entreprend rien, on ne se remue pas, les capitalistes dorment sur leurs capitaux, aucune exploitation nouvelle n'est essayée, il n'est pas étonnant que le progrès soit lent parmi nous.

En est-il ainsi ailleurs ? Oh ! non. A Halifax, dans quelques semaines, une grande manufacture de sucre a été fondée. Ici, on parle d'en fonder une depuis quatre à cinq ans ! Il est question de l'établir dans les townships de l'Est. À Québec, rien ! Pourquoi donc nous laisser ainsi enlever une grande industrie qui donnerait de l'ouvrage à cinq ou six cents ouvriers, et développerait l'agriculture de tout le district environnant ?

On aime mieux parler à tort et à travers de politique, et passer son temps à débâter contre ceux-ci et contre ceux-là, reprocher aux autres la misère que nous nous donnons. Ne pourrait-on pas ici créer la grande industrie du commerce de poissons, en organisant des compagnies qui exploiteraient nos pêcheries de toutes sortes. Pourquoi donc de Québec ne partiraient pas chaque printemps quarante à cinquante goélettes avec un millier de pêcheurs pour la pêche de la morue, du maquereau, du saumon, etc. ? Ce sont nos voisins du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse qui s'emparent de cette richesse immense. Ne sommes-nous pas aussi habiles qu'eux, et n'avons-nous pas comme eux les moyens de profiter des ressources énormes des pêcheries canadiennes ?

Le *Courrier de Montréal* dit de son côté :

La conservation des viandes et des poissons a pris cette année dans tout le pays un développement considérable que la production des années précédentes était loin de laisser prévoir. Dans le seul comté de Kent, Nouveau-Brunswick, le commerce des homards n'a jamais été entrepris sur une échelle aussi étendue. Le "Dominion Packing Company" a préservé 200,000 lbs ; M. Henry O'Leary, 764,000 lbs ; R. B. Noble, 200,000 lbs ; J. H. Bell, 150,000 ; John McMurray, 75,000 lbs ; en tout pour un seul comté, 1,350,000 lbs. Tant d'autres petites industries de même espèce pourraient être entreprises le long de nos côtes si poissonneuses. Si l'on compare ce que la mer donne aux États-Unis de prospérité et de richesse, on s'étonne à juste titre de notre incurie.

Qui se doute que le commerce des huîtres aux États-Unis représente une somme annuelle de \$300,000,000, en y comprenant, bien entendu, l'exportation ? A combien s'élève l'importance de ce commerce au Canada ? à une somme bien minime comparativement à l'étendue de nos côtes. Les bancs s'épuisent, dit-on, mais ne sait-on pas que la culture huîtrière a ses méthodes et ses règles comme la culture agricole, et que l'Europe a repeuplé ses rivages et rendu ainsi à sa population côtière son travail et ses profits ; que ne suivons-nous son exemple ? Ce développement du commerce du homard est un symptôme que nous voyons avec plaisir, car il démontre que l'esprit d'entreprise grandit parmi la population ; nous souhaitons qu'il s'étende sur les côtes de la province de Québec et rende à ses pêcheries leur prospérité passée.

ÉCHOS

Il circule une vague rumeur, d'après laquelle le marquis de Lorne songerait à demander son rappel en Angleterre.

* *

La princesse Louise est partie samedi pour l'Angleterre, où elle va faire un séjour de quelques mois, et se retrouver au sein de la famille royale après une séparation de près d'une année. Son Altesse doit revenir pour la fin de janvier, ou, le plus tard, pour l'ouverture de la session fédérale. Elle est accompagnée, dans son voyage, par lady MacNamara, sa première dame d'honneur, et par deux des aides-de-camp de Rideau Hall.

* *

L'*Événement* publie régulièrement un *courrier* européen, que lui envoie M.

Fabre. Il n'est pas besoin de dire que cette correspondance est vivement intéressante et très lue.

On s'est demandé, depuis le départ de M. Fabre, qui l'avait remplacé comme rédacteur ordinaire de l'*Événement*. La curiosité était d'autant plus grande, à ce sujet, que le caractère du journal n'a presque pas changé. On continuait longtemps après l'arrivée de M. Fabre en Europe, à retrouver son style, sa manière, son genre dans les articles au jour le jour de l'*Événement*. C'était à s'y méprendre. On attribue l'honneur d'avoir exécuté ce brillant tour de force, qui se prolonge encore, à M. DeCelles, de la *Minerve*.

* *

Sir Leonard Tilley se trouvant à New-York, l'autre jour, un *reporter* du *Herald* est allé le relancer à l'hôtel de la cinquième avenue, dans le but louable de le confesser. Notre ministre des finances, quelque peu habitué aux façons de ces messieurs de la presse américaine, s'est prêté aux caprices de l'émissaire de M. Bennett juste assez pour le laisser partir content de lui-même et aussi renseigné qu'avant sur notre politique.

Il a été question pendant l'entrevue, de protection, de réciprocité avec les États-Unis, de l'avenir du Nord-Ouest.

Sur le premier point, M. Tilley paraît avoir étonné fortement le *reporter* en lui affirmant que le gouvernement canadien était résolu à maintenir fermement sa politique douanière. Les effets du nouveau tarif se font sentir déjà dans les centres manufacturiers, et le ministre des finances est convaincu qu'avant un an ils seront visibles par tout le pays.

Quant à la réciprocité, nous sommes prêts à entrer en négociations avec nos voisins en vue d'un traité ; mais, comme nous avons fait les démarches la dernière fois, c'est aux Américains à prendre l'initiative cette fois s'ils sont mieux disposés qu'ils n'étaient dans le temps.

Sir Leonard Tilley a la plus grande confiance dans l'avenir du Nord-Ouest. Il croit que le chemin de fer du Pacifique sera complété de ce côté des Montagnes Rocheuses avant cinq ans, et que la colonisation de cet immense pays marchera avec une rapidité telle qu'avant trente ans la population du Nord-Ouest dépassera celle des vieilles provinces. Cette dernière perspective est plus ou moins réjouissante pour nous. Aurons-nous à nous louer, dans trente ans, d'avoir accompli à nos frais une besogne dont le résultat doit être de déplacer le centre de la Confédération pour le reculer vers l'ouest et de nous reléguer nous-mêmes à l'arrière plan ? M. Tilley a constaté que l'émigration se faisait en masse de la province d'Ontario vers Manitoba.

On dit que le but du voyage de M. Tilley aux États-Unis est d'étudier sur les lieux l'organisation et le fonctionnement des institutions de crédit chez nos voisins, en vue d'une modification prochaine de notre système de banques et de sociétés financières.

* *

Les voyages à Manitoba étaient en vogue l'été dernier. Un bon nombre d'hommes politiques, parmi lesquels plusieurs ministres, ont été visiter le Nord-Ouest. M. Thomas White, M. P., est allé jusqu'au pied des Montagnes-Rocheuses. Il vient de publier une relation de son voyage dans la *Gazette* de Montréal.

On se rend de Winnipeg au fort Edmonton, dans le fond du Nord-Ouest—une distance de cinq cents lieues—par les vapeurs de la Compagnie de la Baie-d'Hudson, qui font le service sur la rivière Rouge et le lac Winnipeg et sur la rivière Saskatchewan. De Winnipeg à l'entrée du lac, on compte environ quarante milles, par la rivière Rouge. Le lac lui-même a trois cents milles de long. A son embouchure, il se rencontre avec la Saskatchewan, qui se jette comme lui dans la rivière Nelson (laquelle se décharge dans la baie d'Hudson). La Saskatchewan, qui prend sa source dans les montagnes rocheuses, coule dans la direction de l'est et traverse toute la région de l'ouest ; elle offre une

navigation de quatre cents lieues, interrompue seulement à son embouchure, par un rapide de deux milles de long que l'on évite au moyen d'un *tramway* construit par la Compagnie de la Baie-d'Hudson et qui nécessite ainsi deux transbordements. La Compagnie possède deux lignes de bateaux à vapeur, l'une pour le lac Winnipeg, l'autre pour la Saskatchewan et la rivière Nelson. Ces vapeurs peuvent loger une trentaine de passagers de cabine, et sont assez confortables. Ils ont été faits en Angleterre, et transportés par morceaux dans le Nord-Ouest.

M. White croit qu'avec \$50,000, on pourrait améliorer cette navigation importante de façon à la rendre très-tolérable. Présentement, il n'y a pas un seul phare sur le grand lac Winnipeg qui aurait besoin d'être creusé en quelques endroits, et il n'existe d'autres travaux que ceux exécutés par la Compagnie. Si cette voie était ouverte aux colons, elle faciliterait beaucoup l'établissement du Nord-Ouest, en attendant la construction du chemin de fer du Pacifique. Les bateaux de la Saskatchewan passent à Battleford, où se trouve le siège du gouvernement du Nord-Ouest.

A. GÉLINAS.

M. BIBAUD ET LA LANGUE FRANÇAISE

ÉTUDE PHILOLOGIQUE ET BIBLIOGRAPHIQUE

(Suite)

Passons maintenant aux anglicismes.

Vous dites, M. Bibaud, que le verbe *lamenter*, à l'actif, est un anglicisme. Eh bien, vous avez tort. Larousse dit : *LAMENTER la mort d'un père* ; Châteaubriand : *Je LAMENTE les adversités de la race de saint Louis* ; et l'Académie : *LAMENTER son malheur* !

Vous dites que le mot *stopper* est un anglicisme. Pas du tout. Écrivez *stopper*, et il deviendra un mot français qui veut dire *arrêter*, dans le langage des marins et des mécaniciens. *STOPPER la machine*. (L'ACADÉMIE.)

Vous dites que le mot *lever*, dans le sens de réception, est un anglicisme, une corruption du mot *lever*. Mais, au contraire, c'est le mot anglais qui est une corruption du mot français *lever*. Grand *lever*, petit *lever*, ainsi appelés parce que, à l'origine ces réceptions, réglées par une étiquette spéciale, se faisaient au lever même du roi. (L'ACADÉMIE.)

Vous dites que les mots *édition illustrée* constituent un anglicisme. Détrompez-vous, M. Bibaud ; c'est d'excellent français, comme vous pouvez vous en convaincre en ouvrant le dictionnaire de l'Académie, ou seulement en jetant un coup d'œil sur le titre des journaux parisiens *Le Monde Illustré*, *L'Univers Illustré* et *L'Illustration*, dont la partie littéraire a été—si elle ne l'est encore—confiée à des puristes comme Edmond Texier, Francisque Sarcey, Jules Claretie et Wailly.

Vous dites que le mot *allégeance* est un anglicisme. C'est plus que cela ; c'est même un mot tout à fait anglais. Seulement nous avons, nous, le mot *allégeance* qui lui est équivalent et qui est en même temps français pur sang. *Serment d'ALLÉGEANCE*. (L'ACADÉMIE.) Toujours faut-il qu'on sache épeler les mots pour les trouver dans les vocabulaires, serait-ce même dans celui de Bénard.

Vous dites que le mot *partner* est un anglicisme ; c'est un autre mot anglais qu'on remplace dans notre langue par celui de *partenaire*, qui ne vient pas même de l'anglais, mais du bas latin *partitionarius*, dérivé lui-même de *partitio*, partage. On écrit aussi *partner*, disent l'Académie et Larousse ; alors il nous viendrait directement de l'anglais, ce qui ne l'empêcherait pas d'être maintenant un mot aussi français qu'un autre.

Puisque le mot *rubber* vous scandalise, écrivez *robre*, et vous le trouverez avec les autres dans l'Académie.

Puisque vous avez objection à *bifurcations*,